



## École de la République : il y a urgence, nous devons agir

La crise sanitaire que nous traversons engendre une crise économique et sociale dont on ne mesure pas encore toutes les conséquences. L'École n'échappe pas à cela et les élèves, les professionnels sont aussi touchés de plein fouet. Face aux incertitudes qui sont devant nous, nous affirmons qu'il faut investir dans l'Éducation. Dans ce contexte, l'augmentation programmée du budget de l'Éducation nationale ne suffira pas. Notre École a besoin d'un nouvel élan pour renouer avec la démocratisation et lutter contre l'accroissement des inégalités. Notre École a pour cela besoin d'être mieux soutenue pour permettre à tous et toutes d'acquérir les connaissances et qualifications qui assureront l'avenir de notre société. Et notre École a besoin à très court terme de mesures pour répondre efficacement à la crise sanitaire.

Nous, représentantes et représentants des personnels de l'Éducation nationale, des parents d'élèves et des élèves, posons le constat qu'aucun enseignement n'a été tiré de la première phase de la crise sanitaire que nous avons vécue au printemps dernier. Les mesures nécessaires n'ont pas été prises pour répondre à la dégradation rapide de la situation sanitaire dans une École déjà fortement secouée par des réformes nombreuses et profondes et—fragilisée par un sous-investissement matériel comme en personnels chronique. Les dispositions sont allégées à l'école, à l'heure même où des mesures plus contraignantes sont prises dans l'ensemble de la société il est nécessaire que ce soit accompagné de mesures protectrices.

En effet, notre volonté commune est bien d'alerter pour que l'École garde ses portes ouvertes et éviter, autant que possible, ce que personne ne souhaite : un nouveau confinement général avec à la clé une continuité pédagogique qui creuse les inégalités et ne peut remplacer le présentiel dans la durée, pour les apprentissages des élèves comme pour leur bien-être. Nous n'oublions pas que le confinement général passé a impacté fortement les élèves, dans leur scolarité comme dans leur vie sociale et plus encore les familles les plus fragiles et précaires.

Nos organisations, actrices de la démocratie scolaire, demandent un véritable plan d'urgence pour l'École avec des mesures immédiates pour assurer la sécurité sanitaire de tous et permettre les apprentissages à l'École. La nécessité d'organiser un environnement quotidien plus sûr, en terme sanitaire et qualitatif pour les élèves et les enseignants est un impératif pour notre pays et nécessite des moyens financiers et humains.

L'aménagement des établissements, des écoles et des services, la mise à disposition de lieux tiers comme leurs équipements, sont des impératifs et doivent pouvoir se coordonner dans les instances locales de l'éducation nationale sur la base d'une ligne budgétaire initiée nationalement. Cet aménagement doit favoriser la distanciation physique. Cela peut passer par l'installation de structures provisoires dans les établissements, ou l'éventuelle utilisation de lieux tiers dans le strict respect des principes de neutralité.

L'usage du masque, indispensable, pour assurer la protection de tous dans les espaces clos, a un impact sur la relation pédagogique entre élèves et enseignants et renforce le besoin de travailler avec des groupes réduits. La mise à disposition gratuite de masques pour les élèves, jetables comme lavables, est un élément fondamental d'une stratégie sanitaire réussie. Nous savons toutes et tous que changer de masque plusieurs fois dans une journée est un impératif, aux côtés du lavage des mains et de la désinfection des surfaces. Ces masques ont un coût financier certain et il s'agit bien à l'État de pouvoir garantir, sans stigmatisation, que tous les élèves en aient suffisamment à leur disposition chaque jour.

Nous réitérons notre demande d'une commission de travail expresse concernant les classes à examens. Notre plus grande inquiétude s'attache plus particulièrement au baccalauréat 2021. Dans la voie professionnelle, les enseignements ont été fortement amputés, impliquant des difficultés accrues de poursuite d'études et d'insertion pour les jeunes. De façon globale, il s'agit de redonner du temps et de la liberté pédagogique qui permettront à l'ensemble des équipes pédagogiques de construire collectivement un parcours adapté pour les élèves.

Enfin, nous défendons que la priorité est à la réduction des effectifs par le recrutement important d'enseignants et de personnels éducatifs, ce que le PLF 2021 ne permettra pas, en particulier dans le second degré.

Les prochains mois seront très difficiles sur les plans sanitaire, social, économique et inévitablement scolaire. Au-delà des impératifs de court terme, nous devons construire collectivement enfin des dispositifs de gestion de crise durable, anticiper différents scénarii. L'aménagement des espaces, des enseignements, l'accueil et l'accompagnement de tous les élèves s'inscrivent dans la durée. Nous, actrices et acteurs de l'École, représentantes et représentants des enseignants, parents et élèves, réaffirmons l'exigence d'une organisation repensée et concertée de l'École et demandons à être reçus collectivement dans les plus brefs délais.

Alors que le plan de relance du gouvernement ne prévoit pas l'investissement dans notre système éducatif, nous alertons solennellement sur la crise chronique que subit l'École. Cette crise sanitaire a jeté une lumière crue sur les inégalités scolaires qui pénalisent nos élèves issus des milieux sociaux les plus défavorisés. Alors que toutes les enquêtes montrent que la mixité sociale à l'école est un puissant levier de réussite scolaire, notre ministère est inactif sur ce sujet. Pourtant, il est urgent d'agir contre les inégalités à l'œuvre dans notre société.

La République a le devoir de ne laisser aucun enfant, adolescent ou jeune sur le bord du chemin. Démocratiser l'École exige, plus que des discours, des actes forts.